



CHAPITRE 90

Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais

[Sanctionnée le 19 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969,
c. 85,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85) est modifié par la suppression des paragraphes *b* et *e*.

Id., a. 5,
ab.

2. L'article 5 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 6,
remp.

3. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Exercice
de
pouvoirs.

« **6.** Les pouvoirs de la Communauté sont exercés par le Conseil; ce dernier la représente et en administre les affaires. »

1969,
c. 85,
SEC. III,
aa. 7-38,
ab.

4. La section III de ladite loi, intitulée « SECTION III — COMITÉ EXÉCUTIF » et comprenant les articles 7 à 38, est abrogée.

Id., a. 39,
remp.

5. L'article 39 de ladite loi, remplacé par l'article 28 du chapitre 88 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Compo-
sition du
Conseil.

« **39.** Le Conseil se compose de quatorze membres, dont un président nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le maire et trois conseillers de la cité de Hull, le maire et deux conseillers de la ville de Gatineau, le maire de chacune des villes de Buckingham et de Lucerne, le maire de chacune des municipalités de Val-des-

CHAPTER 90

An Act to amend the Outaouais Regional Community Act

[Assented to 19 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Outaouais Regional Community Act (1969, chapter 85) is amended by striking out paragraphs *b* and *e*.

2. Section 5 of the said act is repealed. Id., s. 5, repealed.

3. Section 6 of the said act is replaced by the following: Id., s. 6, replaced.

“**6.** The powers of the Community shall be exercised by the Council, which shall represent the Community and administer the affairs thereof.” Exercise of powers.

4. Division III of the said act, entitled “DIVISION III — EXECUTIVE COMMITTEE”, which includes sections 7 to 38, is repealed. 1969, c. 85, Div. III, ss. 7-38, repealed.

5. Section 39 of the said act, replaced by section 28 of chapter 88 of the statutes of 1974, is replaced by the following: Id., s. 39, replaced.

“**39.** The Council shall be composed of fourteen members, including a chairman appointed by the Lieutenant-Governor in Council, the mayor and three councillors of the city of Hull, the mayor and two councillors of the city of Gatineau, the mayor of each of the cities of Buckingham and Lucerne, the mayor of each of the Composition of Council.

Monts, La Pêche, Pontiac et le maire du canton de Hull, partie ouest.

Remplacement du maire.

Au cas de refus ou d'incapacité d'agir du maire, le conseil de la municipalité désigne comme remplaçant un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise à la Communauté avant l'assemblée.

Désignation de conseillers.

Les conseillers de la cité de Hull et de la ville de Gatineau sont désignés par résolution du conseil de la municipalité dont ils font partie. »

1969, c. 85, a. 40, remp.

6. L'article 40 de ladite loi est remplacé par les suivants :

Destitution du président.

« **40.** Le président du Conseil peut être destitué pour cause par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Services exclusifs.

Le président doit consacrer tout son temps au service de la Communauté et ne peut avoir aucun autre emploi ou occupation rémunéré ni aucune autre fonction publique.

Domicile.

Le président doit être domicilié dans le territoire de la Communauté lors de sa nomination ou le devenir dans l'année qui suit sa nomination.

Fonctions.

« **40a.** Le président du Conseil a la direction des affaires et des activités de la Communauté ainsi que de ses fonctionnaires et employés sur lesquels il a droit de surveillance et de contrôle. Il veille à l'observance et à l'exécution fidèle et impartiale de la présente loi et des règlements de la Communauté et des décisions prises par cette dernière.

Membre d'office des comités, etc.

Il est d'office membre de tout comité et de toute commission constitués par la Communauté. »

1969, c. 85, a. 42, remp.

7. L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Assemblées.

« **42.** Le Conseil doit se réunir au moins une fois par mois, en assemblée régulière, à des jours et heures qu'il détermine par règlement. »

1969, c. 85, a. 43, mod.

8. L'article 43 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots « comité exécutif » par les mots « président du Conseil ».

municipalities of Val-des-Monts, La Pêche and Pontiac and the mayor of the township of Hull, west part.

If the mayor refuses or is unable to act, the council of the municipality shall designate as a substitute another of its members by resolution, a copy of which shall be sent to the Community before the meeting.

Replacement of mayor.

The councillors of the city of Hull and of the city of Gatineau shall be designated by resolution of the municipal council of which they are members."

Designation of councillors.

6. Section 40 of the said act is replaced by the following :

1969, c. 85, s. 40, replaced.

« **40.** The chairman of the Council may be dismissed for cause by the Lieutenant-Governor in Council.

Dismissal of chairman.

The chairman must devote all his time to the service of the Community and shall not have any other remunerative employment or occupation or hold any other public office.

Plurality of offices forbidden.

The chairman must be domiciled in the territory of the Community at the time of his appointment or become so domiciled during the year following his appointment.

Domicile.

« **40a.** The chairman of the Council shall direct the affairs and activities of the Community and its officers and employees, over whom he shall have a right of supervision and control. He shall see that the by-laws of the Community and the decisions taken by it are faithfully and impartially observed and carried out.

Duties of chairman.

He shall be a member *ex officio* of every committee and of every commission constituted by the Community."

Member *ex officio* of committees, etc.

7. Section 42 of the said act is replaced by the following :

1969, c. 85, s. 42, replaced.

« **42.** The Council shall hold a regular meeting at least once every month, on the day and at the time it determines by by-law."

Frequency of meetings.

8. Section 43 of the said act is amended by replacing the words "executive committee" in the third line by the words "chairman of the Council".

1969, c. 85, s. 43, am.

1969, c.
85, a. 44,
mod.

9. L'article 44 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots « du comité exécutif lui-même, »;

b) en remplaçant, dans la sixième ligne du premier alinéa, le mot « cinq » par le mot « trois ».

Id., a. 45,
remp.

10. L'article 45 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Expédi-
tion de
l'avis de
convoca-
tion.

« **45.** L'avis de convocation d'une assemblée spéciale doit être expédié par le secrétaire de la Communauté et être livré par un fonctionnaire de la Communauté ou un agent de la paix, à chaque membre du Conseil, au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour le début de l'assemblée. »

1969, c.
85, a. 47,
remp.

11. L'article 47 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Vice-
président.

« **47.** Le Conseil élit un vice-président. La durée du mandat du vice-président du Conseil est de quatre ans, mais s'il cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre années, son mandat se termine à la date à laquelle il cesse d'être ainsi membre du Conseil; en ce cas, il reste toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

Mandat.

Pour les fins de l'alinéa précédent, une telle personne ne cesse pas d'occuper un tel poste à l'expiration de la durée de son mandat de maire ou de conseiller d'une municipalité pourvu qu'elle soit candidat à l'élection qui suit et qu'elle soit subsequmment réélue.

Rémuné-
ration
addition-
nelle.

Le vice-président du Conseil a droit à la rémunération additionnelle fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et payée par la Communauté.

Démis-
sion.

« **47a.** En cas de démission d'un membre du Conseil, y compris le président, la démission prend effet à la date de la réception, par le secrétaire de la Communauté, d'un avis écrit à cet effet, signé par le démissionnaire.

Vacances.

Toute vacance au poste de vice-président doit être comblée dans les trente jours de la date où elle survient.

9. Section 44 of the said act is amended:

1969, c.
85, s. 44,
am.

(a) by striking out the words "or of the executive committee itself" in the fourth and fifth lines of the first paragraph;

(b) by replacing the word "five" in the sixth line of the first paragraph by the word "three".

10. Section 45 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 45,
replaced.

"**45.** The notice of convocation for a special meeting shall be sent by the secretary of the Community and delivered by an officer of the Community or a peace officer to each member of the Council, at least twenty-four hours before the time fixed for the opening of the meeting."

Sending
notice of
special
meeting.

11. Section 47 of the said act is replaced by the following sections:

1969, c.
85, s. 47,
replaced.

"**47.** The Council shall elect a vice-chairman. The term of office of the vice-chairman of the Council shall be four years, but if he ceases to be a member of the Council before the expiry of such four years, his term shall end on the date when he ceases so to be a member of the Council; in such case he shall nevertheless remain in office until his successor is appointed.

Vice-
chair-
man.

For the purposes of the preceding paragraph, no such person shall cease to hold such a position at the expiry of his term of office as mayor or councillor of a municipality, provided that he is a candidate at the ensuing election and is subsequently re-elected.

Term of
office.

The vice-chairman of the Council shall be entitled to the additional remuneration fixed by the Lieutenant-Governor in Council and paid by the Community.

Addi-
tional
remuner-
ation.

"**47a.** If a member of the Council, including the chairman, resigns, the resignation shall take effect upon the date on which the secretary of the Community receives a written notice to that effect, signed by the person resigning.

Resigna-
tion.

Any vacancy in the office of vice-chairman must be filled within thirty days of the date when it occurs.

Delay to
fill
vacancy.

Fonctions du président.	« 47b. Le président du Conseil préside les assemblées du Conseil. Il maintient l'ordre et le décorum pendant les séances du Conseil et peut faire expulser d'une séance toute personne qui en trouble l'ordre.	« 47b. The chairman of the Council shall preside over the meetings of the Council. He shall maintain order and decorum during the sittings of the Council; he may cause to be expelled from a sitting any person who disturbs order there.	Duties of chair- man.
Assem- blées publiques.	« 47c. Les assemblées du Conseil sont publiques.	« 47c. The meetings of the Council shall be public.	Meetings public.
Pouvoirs du vice- président.	« 47d. Le vice-président du Conseil exerce tous les pouvoirs du président au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier. »	« 47d. The vice-chairman of the Council shall exercise all the powers of the chairman, if such chairman is absent or unable to act. »	Powers of vice- chair- man.
1969, c. 85, a. 49, remp.	12. L'article 49 de ladite loi, modifié par l'article 29 du chapitre 88 des lois de 1974, est remplacé par le suivant :	12. Section 49 of the said act, amended by section 29 of chapter 88 of the statutes of 1974, is replaced by the following :	1969, c. 85, s. 49, replaced.
Partici- pation aux séances.	« 49. Le président-directeur général de la Société a droit de participer aux séances du Conseil, mais sans droit de vote en cette qualité. »	« 49. The chairman and general manager of the Corporation shall be entitled to participate at sittings of the Council, but shall not be entitled to vote as such. »	Partici- pation without vote.
1969, c. 85, a. 50, remp.	13. L'article 50 de ladite loi, modifié par l'article 30 du chapitre 88 des lois de 1974, est remplacé par le suivant :	13. Section 50 of the said act, amended by section 30 of chapter 88 of the statutes of 1974, is replaced by the following :	1969, c. 85, s. 50, replaced.
Déci- sions.	« 50. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents.	« 50. The decisions of the Council shall be taken by a majority of the members present.	Deci- sions.
Égalité des voix.	Quand les voix sont également partagées, la décision est considérée comme rendue dans la négative. »	In the case of a tie-vote, the decision shall be deemed to have been rendered in the negative. »	Tie-vote negative.
1969, c. 85, a. 51, mod.	14. L'article 51 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, les mots « Tout membre du Conseil présent à une assemblée est tenu de voter » par les mots « Le président du Conseil a droit de voter mais n'est pas tenu de le faire; tout autre membre du Conseil présent à une assemblée est tenu de voter ».	14. Section 51 of the said act is amended by replacing the words "Every member of the Council who is present at a meeting must vote" in the first and second lines of the first paragraph by the words "The chairman of the Council shall have the right to vote but he shall not be required to do so; every other member of the Council who is present at a meeting must vote".	1969, c. 85, s. 51, am.
Id., a. 52, mod.	15. L'article 52 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « Conseil » les mots « ainsi que la pension du président du Conseil ».	15. Section 52 of the said act is amended by adding after the word "Council" in the third line of the first paragraph the words "and the pension of the chairman of the Council".	Id., s. 52, am.
Id., a. 55, ab.	16. L'article 55 de ladite loi est abrogé.	16. Section 55 of the said act is repealed.	Id., s. 55, repealed.

1969, c.
85, a. 56,
remp.

17. L'article 56 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Projet de
règle-
ment.

« **56.** Un exemplaire de tout projet de règlement doit accompagner l'avis de convocation de l'assemblée au cours de laquelle il doit être considéré. »

17. Section 56 of the said act is replaced by the following:

1969, c.
85, s. 56,
replaced.

“**56.** A copy of every draft by-law shall be sent with the notice of convocation of the meeting at which it is to be considered.”

Draft
by-law.

1969, c.
85, a. 80,
mod.

18. L'article 80 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots « d'autant de ses membres qu'il juge nécessaires » par les mots « du nombre de membres qu'il détermine et qui peuvent être choisis parmi ses membres et les autres membres des conseils des municipalités du territoire de la Communauté »;

b) en ajoutant, après le dernier alinéa, les suivants:

« Le Conseil peut autoriser le paiement des dépenses réellement encourues par un des membres d'une commission pour le compte de cette commission pourvu qu'elles aient été préalablement autorisées par le Conseil.

Le Conseil peut, par résolution approuvée par le ministre, fixer la rémunération des membres d'une commission qui ne sont pas membres du Conseil. »

Dépenses
auto-
risées.

Rémuné-
ration.

18. Section 80 of the said act is amended:

1969, c.
85, s. 80,
am.

(a) by replacing the words “as many of its members as it deems necessary” in the third and fourth lines of the first paragraph by the words “the number of members it determines, who may be chosen from among its members and the other members of the councils of the municipalities of the territory of the Community”;

(b) by adding after the last paragraph the following:

“The Council may authorize payment of the expenses effectively incurred by any member of a committee for the benefit of that committee, provided it has been previously authorized by the Council.

The Council may, by a resolution approved by the Minister, fix the remuneration of the members of a committee who are not members of the Council.”

Author-
ized
expenses.

Remu-
neration.

1969,
c. 85,
a. 83a, aj.

19. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 83, le suivant:

« **83a.** Le Conseil nomme tous les autres fonctionnaires de la Communauté et fixe leur traitement. »

Fonction-
naires.

19. The said act is amended by inserting after section 83, the following section:

1969, c.
85, s. 83a,
added.

“**83a.** The Council shall appoint the other officers of the Community and shall fix their salary.”

Officers.

1969, c.
85, a. 89,
mod.

20. L'article 89 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, les mots « comité exécutif et du »;

b) en retranchant, aux première, deuxième, troisième et quatrième lignes du troisième alinéa les mots « des séances du comité exécutif, approuvés et signés par le président de ce comité et par le secrétaire, ainsi que les procès-verbaux ».

20. Section 89 of the said act is amended:

1969, c.
85, s. 89,
am.

(a) by striking out the words “the executive committee and of” in the first and second lines of the second paragraph;

(b) by striking out the words “of the sittings of the executive committee, approved and signed by the chairman of such committee and by the secretary, and the minutes” in the first, second, third and fourth lines of the third paragraph.

Id., a. 107,
mod.

21. L'article 107 de ladite loi est modifié:

21. Section 107 of the said act is amended:

Id., s. 107,
am.

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe *a* du premier alinéa, le mot « régional » par le mot « intermunicipal »;

b) en abrogeant les paragraphes *b* et *d* du premier alinéa.

1969, c. 85, a. 166, mod. **22.** L'article 166 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot « régional » par le mot « intermunicipal ».

Id., a. 168, mod. **23.** L'article 168 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la treizième ligne, le mot « régional » par le mot « intermunicipal ».

Id., int. de § 9, ab. **24.** Ladite loi est modifiée en retranchant, après l'article 168, l'intitulé « § 9.—Logements à loyer modique ».

Id., a. 169, ab. **25.** L'article 169 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 172, remp. **26.** L'article 172 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Préparation du budget. « **172.** Le gérant, sous la direction du Conseil, prépare le budget de la Communauté pour le prochain exercice financier et le dépose chez le secrétaire de la Communauté qui en transmet copie à chaque municipalité et à chaque membre du Conseil au plus tard le 15 octobre. »

1969, c. 85, a. 176, remp. **27.** L'article 176 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Virement de fonds. « **176.** Tout virement de fonds, à l'intérieur du budget, requiert l'approbation du Conseil. »

1969, c. 85, a. 255, mod. **28.** L'article 255 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot « cinq » par le mot « sept »;

b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot « trois » par le mot « cinq »;

c) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du dernier alinéa, les mots « ou traitements » par les mots « traitements et pensions ».

(a) by replacing the words "a regional" in the first line of subparagraph *a* of the first paragraph by the words "an intermunicipal";

(b) by striking out subparagraphs *b* and *d* of the first paragraph.

22. Section 166 of the said act is amended by replacing the words "a regional" in the fifth line by the words "an intermunicipal". 1969, c. 85, s. 166, am.

23. Section 168 of the said act is amended by replacing the words "a regional" in the fourteenth line by the words "an intermunicipal". Id., s. 168, am.

24. The said act is amended by striking out the heading "§ 9.—Low-rental dwellings" after section 168. Id., subdiv. heading, repealed.

25. Section 169 of the said act is repealed. Id., s. 169, repealed.

26. Section 172 of the said act is replaced by the following: Id., s. 172, replaced.

"**172.** The manager, under the direction of the Council, shall prepare the budget of the Community for the ensuing fiscal year and shall deposit such budget with the secretary of the Community who, not later than 15 October, shall send to each municipality and to each member of the Council a copy of such budget." Budget for ensuing year.

27. Section 176 of the said act is replaced by the following: 1969, c. 85, s. 176, replaced.

"**176.** Every transfer of funds from one item of the budget to another requires approval by the Council." Transfer of funds.

28. Section 255 of the said act is amended: 1969, c. 85, s. 255, am.

(a) by replacing the word "five" in the second line of the first paragraph by the word "seven";

(b) by replacing the word "three" in the first line of the second paragraph by the word "five";

(c) by replacing the words "or salary" in the second line of the last paragraph by the words "salary and pension".

1969,
c. 85,
ann. A,
remp.

29. L'annexe A de ladite loi, remplacée par l'article 31 du chapitre 88 des lois de 1974, est de nouveau remplacée par la suivante :

« ANNEXE A

Cité de Hull, Ville de Gatineau, Ville de Buckingham, Municipalité de Val-des-Monts, Ville de Lucerne, Municipalité de La Pêche, Municipalité de Pontiac, Canton de Hull « partie ouest ». »

1974,
c. 85, a. 6,
remp.

30. L'article 6 de la Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1974, chapitre 85), modifié par l'article 15 du chapitre 89 des lois de 1975, est remplacé par le suivant :

Autorisa-
tion pour
utilisa-
tion du
sol, etc.

« **6.** Entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et la date d'entrée en vigueur des règlements visés à l'article 143c de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais édicté par l'article 3 de la présente loi, sauf pour des fins agricoles sur des terres en culture, toute nouvelle utilisation du sol, toute nouvelle construction ou la confection de tout plan de division ou de subdivision d'un terrain doit être préalablement autorisée par la Communauté; celle-ci peut désigner une personne pour donner ces autorisations aux conditions qu'elle détermine par règlement.

Territoire
exclu.

Toutefois, la Communauté peut, par règlement, soustraire de l'application du premier alinéa toute partie du territoire d'une municipalité.

Certifi-
cat.

Lorsqu'une autorisation visée au premier alinéa est requise, aucun enregistrement d'un plan de division ou de subdivision en vertu de l'article 2175 du Code civil ne peut être effectué sans la production d'un certificat attestant que cette division ou cette subdivision est autorisée par la Communauté; celle-ci peut désigner une personne pour donner cette autorisation aux conditions qu'elle détermine par règlement.

Disposi-
tion ap-
plicable.

L'article 143i de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais édicté par l'article 3 de la présente loi s'applique,

29. Schedule A to the said act, re-1969,
placed by section 31 of chapter 88 of the c. 85,
statutes of 1974, is again replaced by the Sched. A,
following: replaced.

“SCHEDULE A

City of Hull, City of Gatineau, City of Buckingham, Municipality of Val-des-Monts, City of Lucerne, Municipality of La Pêche, Municipality of Pontiac, Township of Hull, “west part”.

30. Section 6 of the Act to amend the 1974,
Outaouais Regional Community Act (1974, c. 85, s. 6,
chapter 85), amended by section 15 of replaced.
chapter 89 of the statutes of 1975, is
replaced by the following:

“**6.** Between the date of the coming into force of this act and the date of the coming into force of the by-laws contemplated in section 143c of the Outaouais Regional Community Act enacted by section 3 of this act, except for agricultural purposes on lands under cultivation, every new use of the land, every new structure or the preparation of every division or subdivision plan of land shall previously be authorized by the Community, which may designate a person to give such authorizations on the conditions it determines by by-law. Author-
ization for
new use of
land.

However, the Community may, by by-law, exclude from the application of the first paragraph any part of the territory of a municipality. May
exclude
territory.

Where the authorization contemplated in the first paragraph is required, no registration of a division or subdivision plan under article 2175 of the Civil Code shall be made without the production of a certificate attesting that such division or subdivision is authorized by the Community, which may designate a person to give such authorization on the conditions it determines by by-law. Certifi-
cate.

Section 143i of the Outaouais Regional Community Act enacted by section 3 of this act applies *mutatis mutandis* to every Applicable
provision.

mutatis mutandis, à toute opération entreprise en contravention du présent article.

Règlement
d'em-
prunt.

En outre, pendant cette période, tout règlement d'emprunt d'une municipalité concernant l'exécution de travaux publics doit, lorsqu'il est transmis au ministre et à la Commission municipale du Québec pour approbation, être accompagné d'un avis de la Communauté. »

Interpré-
tation.

31. Dans la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais ainsi que dans tout règlement ou résolution adopté en vertu de ladite loi, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions « comité exécutif » et « conseil » désignent le « Conseil ».

Entrée en
vigueur.

32. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

operation undertaken in contravention to this section.

In addition, during such period, any loan by-law of a municipality respecting the carrying out of public works shall, when it is transmitted to the Minister and to the Québec Municipal Commission for approval, be accompanied with a notice of the Community."

Loan
by-law.

31. In the Outaouais Regional Community Act and in any by-law or resolution adopted under the said act, unless the context indicates a different meaning, the expressions "executive committee" and "council" mean the "Council".

Inter-
pretation.

32. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.